

Attentat de Conflans-Sainte-Honorine : « J'en appelle à un plan Marshall de la médiation numérique »

La Gazette des Communes

Publié le 21/10/2020 • Par [Michèle Foin](#) • dans : [France](#)



Pour Pascal Plantard, Professeur d'anthropologie des usages des technologies numériques à l'université Rennes II et codirecteur du réseau de recherche M@rsouin, il est temps de lier laïcité et inclusion numérique en s'appuyant sur les collectivités territoriales et les associations d'éducation populaire.

<https://www.lagazettedescommunes.com/702471/attentat-de-conflans-sainte-honorine-jen-appelle-a-un-plan-marshall-de-la-mediation-numerique/>

Devant la cabale en ligne dont a été victime Samuel Paty, le professeur d'histoire géographique assassiné vendredi 16 octobre, vous vous inquiétez du « dessaisissement parental » des questions du numérique...

Oui, c'est ce que nous montrent nos travaux de recherche concernant l'e-inclusion. Je trouve particulièrement inquiétant ce dessaisissement parental sur la question des usages du numérique, et en particulier des réseaux sociaux, dans les familles et les quartiers populaires. Cette « démission », même si je n'aime pas ce mot, mène à toutes sortes de manipulations. Nous avons d'un côté des familles populaires en complet dessaisissement du numérique, et de l'autre, des réseaux islamistes, qui, sans être du niveau des pirates russes du *Dark web*, maîtrisent tout de même suffisamment les technologies du quotidien pour faire enfler une rumeur sur Facebook. On le voit avec ce père probablement manipulé par des islamistes fondamentalistes, qui va mettre en scène sa fille sur Facebook en racontant n'importe quoi.

La formation ne permettrait-elle pas de lutter contre cette « fracture numérique » ?

La notion de « fracture numérique » amène à une conception caricaturale de la situation, comme si les familles étaient soit dedans, soit dehors. Je prône une vision un peu plus élaborée. Ce qu'il faut, c'est acculturer les gens, les apprivoiser en fonction d'un capital culturel numérique. Certains vont l'être par des travailleurs sociaux, d'autres par des animateurs et médiateurs numériques en maisons des jeunes, en centres sociaux... Mais il est aussi probable que l'on ait besoin de s'appuyer sur des associations de musulmans, au même titre que la médiation numérique se fait chez les scouts. Ce travail auprès des familles ne peut être fait que collectivement !

La solution des « chèques formation » est intéressante, mais ne suffit pas. J'invite les élus locaux, les chefs d'établissements scolaires, les réseaux numériques des associations... à faire des diagnostics et à étudier le capital et la maturité culturels de leur territoire. Ce qui se passe dans tel quartier de la région parisienne, n'a rien à voir avec les territoires ruraux de la forêt Brocéliande. Les gens doivent être accompagnés au cas par cas.

Selon vous, on se tromperait aussi sur la compétence numérique des jeunes ?

A force de manipuler dans les sphères médiatiques et politiques cette notion de « génération Y », ou de « *digitale natives* », on assiste à ce que j'appelle le « complexe d'Obélix ». Les jeunes seraient tombés dès la naissance dans la potion des technologies et n'auraient pas besoin d'éducation. Or c'est complètement faux ! Au sein d'une même classe d'âge on observe des différences d'usage très importantes, qui justifient une forme de retrait des parents. Un doctorant que j'ai suivi a même identifié que dans certaines familles les enfants faisaient du chantage aux parents sur des secrets de famille pour obtenir d'eux la dernière console de jeux à Noël, à la manière de « J'expose notre vie sur les réseaux sociaux, si tu ne me donnes pas ce que je souhaite » ! Et ce sont les mêmes qui sont ensuite incapables de rédiger un CV ou de faire des exercices sur les technologies en classe. Cette représentation générale qui circule est très nocive et réductrice. Quand elle est associée à celle de la « fracture numérique », on aboutit à des représentations erronées qui écrasent la complexité des situations et nous évitent d'y voir clair pour y répondre.

La médiation numérique est-elle suffisamment développée dans les territoires ?

Non, et j'en appelle à un Plan Marshall de la médiation numérique ! On ne peut pas imaginer, et cela va être une de mes contributions aux états généraux du numérique éducatif, que les professeurs soient seuls en charge de l'enseignement civique autour des technologies du numérique. Le numérique est banalisé. C'est notre environnement tout entier qui est numérique. On ne peut tout faire reposer sur la formation des enseignants... La preuve ! Les enseignants qui font leur travail sur l'esprit critique prennent aujourd'hui des risques absolument extraordinaires ! Il y a un vrai besoin d'articulation entre enseignement de la laïcité et médiation numérique. Sur ce plan, évidemment, associations et collectivités territoriales sont aux premières loges. L'épine dorsale de l'inclusion numérique doit être l'éducation populaire, dont la tradition est l'accompagnement à l'émancipation des jeunes et des moins jeunes. L'éducation populaire, c'est aussi une capacité à intervenir sur des territoires aux côtés des élus locaux. Car ce ne sont ni le gouvernement, ni les hauts technocrates qui gèrent au quotidien les nombreux exclus de la dématérialisation administrative.

Quelle forme devrait prendre ce plan Marshall ?

Il faut une convergence Etat/collectivités territoriales vers la médiation numérique, qui traverse l'école, le travail social, la culture et la médiation, et qui doit s'ancrer dans la logique de l'éducation non marchande de l'éducation populaire. Certes, 250 millions d'euros ont été prévus dans le plan de relance au chapitre de l'inclusion numérique, mais il ne faudrait pas qu'ils reviennent aux GAFAs. La ligne rouge, elle est là ! Croire aujourd'hui que Google et Facebook vont changer leur modèle et limiter la propagation des rumeurs sur leur réseau, c'est être d'une grande naïveté ! Car ce qui fait de l'audience et fait vendre sur les réseaux sociaux, ce sont les images les plus provocatrices et polémiques possibles. Or cette financiarisation de l'image de soi et des activités relationnelles sur les réseaux sociaux a un impact sur le comportement des collégiens. Cela donne cette scène hallucinante où le terroriste distribue des centaines d'euros à la sortie du collège pour que des adolescents identifient le professeur d'histoire géographie.

Quel pourrait être concrètement le rôle des collectivités locales ?

Je plaide pour la mise en place d'instances du numérique éducatif citoyen à l'échelle des territoires, qui permettent une forme de pilotage concerté de ces questions d'information, d'acculturation et de formation. Le pilotage en serait pluriprofessionnel et pluridisciplinaire. Il s'appuierait sur la recherche et coordonnerait des opérations au niveau local. Le rectorat soutiendrait la formation dans les établissements scolaires en même temps que les centres sociaux interviendraient dans les familles. Car ce dessaisissement parental a des conséquences scolaires directes ! Aboutir à des stratégies d'équipement puis d'appropriation, puis de formation, coordonnées sur des territoires, c'est donner aux familles le pouvoir d'agir sur les technologies. C'est favoriser leur émancipation.